

CONTRE L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT, IL FAUT REPRENDRE LE COMBAT !



132 plans de licenciements en un an, plus de 60 000 emplois menacés, augmentation de 15% des licenciements économiques début 2024... Les politiques de cadeaux aux entreprises sont totalement contre-productives. Mais après notre défaite sur les retraites, gouvernement et patronat se sentent en position de force pour poursuivre leurs attaques.

NON À LA RÉFORME DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

L'État vise 3,6 milliards d'économies sur l'assurance chômage, soit 10 % des dépenses. Pour cela, il veut passer le seuil d'affiliation de six mois de travail sur 24 à huit mois sur 20. Cette mesure aura un impact fort, notamment sur les jeunes.

Attal a annoncé le recul de l'âge permettant une indemnisation plus longue en fin de carrière. Le gouvernement prévoit aussi de lier durée d'indemnisation et taux de chômage. La durée d'indemnisation, déjà réduite de 25 % en 2023, pourrait l'être de 40 % si le taux descend sous les 6,5 %... cela alors que les chiffres officiels ne représentent pas la difficulté réelle de trouver du travail ! Cette réforme aura des conséquences encore plus terribles sur les jeunes, les femmes, ceux qui subissent la précarité de manière permanente.

Cette réforme doit entrer en vigueur le 1er décembre 2024. Il faut dès à présent organiser la rentrée sociale pour faire reculer le gouvernement.

STOPPER LA RÉPRESSION PATRONALE

Fin 2023, on recensait plus de 1000 syndicalistes faisant l'objet de procédures disciplinaires ou judiciaires : condamnations pour « jet de poubelles », convocations des défenseurs de l'hôpital de Carhaix, procédures contre des dirigeant-es syndicaux dans la suite du mouvement des retraites... Le 24 mai dernier, la direction de Neuhauser-InVivo a fait appel à la gendarmerie pour empêcher un syndicaliste d'accéder à l'usine de Moselle... alors que les prud'hommes avait ordonné sa réintégration, annulant son licenciement !

contact@npa2009.org

La répression anti-syndicale prend de multiples formes au sein des entreprises : absences d'augmentations et/ou de promotions, mutations, sanctions disciplinaires, harcèlement...

Toutes ces méthodes visent à faire taire les équipes militantes combattives et à dissuader les salarié·es de s'organiser, de résister.

FACE À LA VIOLENCE SOCIALE ET À LA RÉPRESSION, RÉSISTER

La violence sociale du gouvernement et du patronat déclenche des résistances : manifestations, grèves, Gilets jaunes, révoltes des quartiers populaires... Pour y faire face, le gouvernement n'hésite pas à déployer une répression violente qui vise particulièrement les jeunes notamment racisé·es et des quartiers populaires.

Les annonces d'Attal sur la comparution immédiate des mineurs, le « sursaut d'autorité » ou l'atténuation de l'excuse de minorité visent à contrôler une jeunesse qui a toutes les raisons de se révolter. En Kanaky, les mêmes processus sont à l'œuvre de manière encore plus violente : la révolte actuelle du peuple kanak face aux injustices coloniales est confrontée à une répression mortelle.

Si nous ne voulons pas nous faire broyer par le rouleau compresseur du capitalisme ultra libéral, si nous voulons combattre le désespoir qu'engendre la situation sociale et écologique qui fait le jeu de l'extrême droite, il n'y a qu'une solution : reprendre le chemin de la lutte, construire l'unité et la solidarité de notre camp social, aussi au niveau international.

Le 9 juin, pour exprimer la nécessité de combattre, de façon unitaire, l'offensive des classes dominantes, le NPA *L'Anticapitaliste* appelle à voter pour la liste de La France insoumise conduite par Manon Aubry.



Le lundi 27 mai 2024

L'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org — hebdo mensuel émission